

Analyse après conseil communautaire du 10/09

Après la réunion du Conseil Communautaire du Val d'Orge du 10 septembre 2014 portant sur le projet de fusion du Val d'orge dans le Grand Evry.

D'abord une phrase extraite du courrier, signé du président de l'agglo et de madame le maire adressé, aux Villiéraines et aux Villiérains :

L'Histoire de la construction européenne démontre qu'il ne suffit pas d'additionner les territoires et les populations pour être plus efficaces, ni pour réussir à bâtir une identité commune.

C'est une vérité première, nous la partageons et tentons de faire partager mais pourquoi ne la traduisent-ils pas en actes en exigeant notre sortie de l'Union Européenne qui est à l'origine des sacrifices qui nous sont imposés ?

La réponse est évidente, ce n'est que de la poudre aux yeux pour nous détourner des véritables enjeux.

Ensuite un échange où de rares élus ont tenté de présenter le contexte dans lequel se situait cette réforme sans poursuivre l'analyse au fond et démonter l'écheveau qui nous a mis dans cette situation.

Ainsi les élus de l'agglo du val d'Orge nous alertent, notre ville, notre agglo, notre qualité de vie sont en danger : Rétorquons que ça ne date pas d'hier, nous le savions déjà, c'est notre Vécu quotidien.

On pourrait se réjouir du fait que ceux qui donnent dans l'autosatisfaction, interpellés par le projet « regroupement fusion » des agglo au sein du Grand Evry présenté par la préfecture de Région » s'en aperçoivent, enfin, après des années de ronronnement depuis la mise en œuvre de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite loi Chevènement, frappée, il faut le souligner, d'un vice rédhibitoire qui a gelé les inégalités de développement économique intercommunales.

Toutes les communes se sont appauvries au rythme des successives mesures d'austérité gouvernementales, les plus pauvres sont encore plus pauvres. La tendance se poursuit et nul n'y trouve à redire ou si peu : C'est la crise dit-on, il faut courber l'échine, accepter des sacrifices qui pourtant aggravent encore les déficits qui nourrissent la dette qui n'en finit pas d'augmenter.

La réforme Chevènement portait également en germe tout ce qui allait suivre au niveau des collectivités territoriales, pour en arriver à de super régions jetées en pâture à la finance via les eurocrates de Bruxelles avec in fine pour objectif la disparition de notre souveraineté nationale déjà mise à mal.

La suppression des départements, les redécoupages et les regroupements territoriaux ne sont que des étapes pour en arriver là sous l'égide de l'impérialisme occidental, étasunien en particulier mais

pas seulement. Qu'on ne se méprenne pas si nous dénonçons cette dérive, ce n'est pas pour tomber de Charybde en Scylla mais parce qu c'est l'intérêt du peuple de France en particulier les plus démunis.

Notre avenir, y compris notre vie, se joue aujourd'hui au Moyen Orient et en Ukraine ou si le courant atlantiste l'emporte, c'est le TAFTA et les dispositions du Grand Marché transatlantique qui feront Loi.

La situation s'aggrave encore sans la moindre réaction des élus toutes tendances confondues, alors que leurs amis politiques disposent de la quasi-totalité des sièges parlementaires mais ne font qu'accompagner le mouvement en traduisant les directives européennes en droit français, du moins ce qu'il en reste. Ils ont des comptes à rendre.

En outre, quels sont les élus, dits de gauche, de la Région, du Département, des agglomérations, des communes, qui ont rejeté la « critérisation » des subventions, selon des critères plus ou moins fallacieux, qui étouffe financièrement les collectivités territoriales ?

Certes refuser c'était prendre le risque de voir les subventions supprimées ou encore plus réduites mais ils conservaient la faculté de protester. Ils ne l'ont pas fait ceux de gauche sous les gouvernements socialistes, ceux de droite lorsque Sarkozy était aux commandes.

Pour tenter de faire avaler la pilule les gouvernements successifs revalorisent chaque année les bases d'impositions pour augmenter le produit des taxes locales à l'habitation, au foncier bâti et non bâti. Nous payons plus pour voir notre environnement se dégrader.

La cavo aurait été mieux inspirée en exigeant un le temps nécessaire pour informer les populations sur les véritables enjeux, les objectifs poursuivis par le PARTI DE L'ETRANGER (terme générique désignant les européistes), composé des clones de ceux qui à la Libération voulant mettre la France sous protectorat des Etats-Unis sont allés jusqu'à livrer Jean Moulin à la gestapo.

Il n'est pas de solution possible sans un énoncé clair du problème à résoudre.

Sa demande de dérogation, à la fusion de la CAVO dans le Grand Evry dans le cadre de la loi existante, revient à en reconnaître la légitimité. Elle été adoptée à la quasi unanimité, moins deux voix ayant résisté à la pression consensuelle de son Président qui devrait prendre conscience, les autres avec lui, que la recherche de l'unanimité (A l'image de l'union sacrée de 1914 qui a expédié les poilus à l'abattoir) peut vider un texte de toute substance et rendre une décision inopérante ou incongrue.

Notons aussi que le contenu de la carte T est inadapté et trompeur.

Avec de telles formulations les élus de l'agglomération arrivent même à se tirer une balle dans le pied, qui plus ils nous demandent de cautionner leur gestion passée :

□ Ils s'affirment contre une urbanisation non maîtrisée, mais quel constat peut-on faire aujourd'hui alors que Communautés et communes ont compétence en la matière et que le SDAURIF ou siègent leurs amis, depuis des dizaines d'années pousse à la densification ? A Villiers sur Orge on ne pourra bientôt plus insérer une feuille de papier à cigarette entre deux constructions.

□ Pour ce qui concerne les impôts, même en faisant abstraction des mesures ponctuelles au niveau local, chaque année la loi des finances ajoute 1 à 2 points sur les bases d'impositions, au bout du compte, rien qu'en retenant 1,5 % en moyenne, ça fait additionnés sur 6 ans près de 10 % d'augmentation dans une période où le pouvoir d'achat stagne ou régresse.

□ Les services publics de proximité disparaissent ou ne peuvent s'implanter. La Cavo tarde à se prononcer nous ne savons pas si elle optera pour un service public de l'eau en 2017, elle ne fait rien pour y parvenir, ou bien si elle en confiera la gestion au privé dans le cadre d'un Service baptisé d'intérêt général.

Tout ce qui est rentables est livré au privé, le déploiement de la fibre en porte témoignage, tous les services publics Eau- Gaz- Electricité - SNCF - Poste, Téléphone ont été privatisés en totalité ou en partie au nom de la concurrence dite libre et non faussée qui ne laisse au contribuable que les rustines à financer là où les fonds privé n'en veulent pas. En matière de santé les dépassement d'honoraires de viennent la règle.

Si les élus dits de proximité (majorités et oppositions), s'éloignent ça ne changera pas grand-chose, tant aujourd'hui ils sont absents du terrain.

Le Grand Evry, une entité de 540 000 âmes, l'équivalent d'un département, dont les composantes sont diversement endettées, ne nous apportera rien, sinon de nouveaux transferts de charges . Quels seraient ses missions et surtout les moyens dont il disposerait après la disparition des départements ? Ils ne le disent pas.

Commençons par balayer devant notre porte. A manœuvrer encore une fois en recul les élus nous conduisent au pire.

L'austérité ne cesse de faire croître le déficit budgétaire de la France, en toute logique elle n'est donc pas la solution. La date fatidique pour atteindre 3 % vient d'être renvoyée à 2017, ensuite ceux qui conduisent la France à l'abîme nous imposeront un nouveau tour de vis qui accélèrera encore le processus...Il en sera ainsi tant que nous resterons inféodés à l'Union Européenne, structure antidémocratique, qui n'est pas réformable de l'intérieur...

ACPV, Jack Freychet